



HAL
open science

Coups d'Etat et économie nationale. Pax Economica

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Jacques Fontanel. Coups d'Etat et économie nationale. Pax Economica. 2022. hal-03671813

HAL Id: hal-03671813

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03671813v1>

Preprint submitted on 18 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Coups d'Etat et économie nationale. Pax Economica

Jacques Fontanel

Pré-publication

CESICE, Université Grenoble-Alpes, Janvier 2022

Un Coup d'Etat exprime une tentative illégale de militaires ou de responsables civils de remplacer aux dirigeants en place par utilisant la force. Cependant, il est parfois difficile de définir un « Coup d'Etat ». Ce qualificatif a été utilisé par de nombreux analystes concernant des actions politiques violentes dans les faits (envahissement du Capitole à Washington) ou dans les expressions publiques des militaires pour changer la politique intérieure de sécurité en vue de sauvegarder l'unité nationale. Dans de nombreux pays, souvent en développement et africains, les « Coups d'Etats » sont plus fréquents, notamment parce que d'une part les institutions ne sont pas encore suffisamment fortes et d'autre part les conditions économiques et sociales de ces pays ne manquent pas de soulever des problèmes de vie quotidienne qui produit un mécontentement populaire. L'économie nationale des pays concernés subit des conséquences plus ou moins fortes à l'issue d'un Coup d'Etat, en fonction du pouvoir d'amortissement exercé par les firmes multinationales, de l'inertie des acteurs économiques nationaux ou de l'apparition de conflits internes (guerre civile) ou sanctions économiques de la communauté internationale.

A coup d'état is an illegal attempt by military or civilian officials to replace the incumbent leadership by force. However, it is sometimes difficult to define a "coup d'état". The term has been used by many analysts to refer to violent political actions in fact (e.g., the invasion of the Capitol in Washington) or in public expressions of the military to change domestic security policy in order to safeguard national unity. In many countries, often developing and African, "Coups d'Etats" are more frequent, notably because on the one hand the institutions are not yet sufficiently strong and on the other hand the economic and social conditions of these countries do not fail to raise problems of daily life that produce popular discontent. The national economy of the countries concerned suffers more or less strong consequences at the end of a coup d'état, depending on the damping power exercised by multinational firms, the inertia of national economic actors or the appearance of internal conflicts (civil war) or economic sanctions by the international community

Coup d'Etat, récession économique, sanctions économiques, guerre économique
Coup d'état, economic recession, economic sanctions, economic war, State economics

Un Coup d'Etat exprime une tentative illégale de militaires ou de responsables civils de se substituer aux dirigeants en place par utilisant la force. L'illégalité doit être mise en exergue. Ce qui différencie le Coup d'Etat des actions politiques d'opposition repose sur le respect ou non de la Constitution. Des pressions politiques ayant pour objectif de modifier les pouvoirs en place ne peuvent pas être assimilées à des coups d'État car les citoyens sont libres de penser à d'autres types d'organisations sociétales, sauf si le contenu du programme comprend la volonté clairement exprimée de passer outre à certaines dispositions de la loi, notamment celui de l'assentiment des citoyens.

Il est parfois difficile de définir un « Coup d'Etat ». Ce qualificatif a été utilisé par de nombreux analystes concernant des actions politiques violentes dans les faits (comme l'envahissement du Capitole à Washington) ou dans les expressions publiques des militaires pour changer la politique intérieure de sécurité en vue de sauvegarder l'unité nationale. En France, il a été fait appel au « Coup d'Etat permanent » pour dénoncer le « pouvoir personnel » du Général de Gaulle depuis 1958, notamment avec la mise en place de la Ve République, toujours présente aujourd'hui et encore contestée par les partis plutôt d'extrême gauche quand elle n'est pas au pouvoir et parfois d'extrême droite. Dans de nombreux pays, souvent en développement et africains, les « Coups d'Etats » sont plus fréquents, notamment parce que d'une part les institutions ne sont pas encore suffisamment fortes et d'autre part les conditions économiques et sociales de ces pays ne manquent pas de soulever des problèmes de vie quotidienne qui produit un mécontentement populaire.

L'envahissement du Capitole à Washington, la Tribune des généraux dans « Valeurs actuelles » et leurs conséquences économiques.

Pour certains analystes, l'envahissement du Capitole de Washington constitue une forme oppressante de tentative de « Coup d'Etat ». Il s'agissait de maintenir Donald Trump au pouvoir, en arguant que la défaite face Donald Trump constituait une trahison et qu'il fallait alors empêcher le Congrès de faire l'erreur de reconnaître l'élection de Joe Biden. Précédemment, le Président en exercice avait harangué la foule en considérant qu'on ne reprend pas en main un pays par la gentillesse, mais par la force. Face à la violence des « envahisseurs », la crainte d'une guerre civile a même été avancée. Pour la première fois depuis la guerre de Sécession, le Parti républicain a hésité à empêcher une alternance, mais la violence des insurgés contre les institutions démocratiques ne l'a pas encouragé à remettre en cause le résultat des élections. Cette tentative de Coup d'Etat, qui ne reconnaît pas cette dénomination (certains analystes parlent plutôt d'attaque terroriste »), a échoué principalement à cause de l'imprégnation sociétale de la

démocratie, de la force et de la pérennité des institutions et de la loyauté des forces de sécurité nationale. De fait, le camp des pro-Trump a été, par la suite, suffisamment fort pour que l'affaire soit close rapidement, sans que des sanctions graves soient immédiatement engagées par le camp des « loyalistes ». A priori, Donald Trump est indirectement l'instigateur de ces événements par sa volonté obstinée de considérer l'existence de « fraudes électorales » des résultats de l'élection présidentielle. Cependant, en février 2021, Donald Trump a été acquitté, par le Congrès, du procès d'incitation à l'insurrection. Une Commission parlementaire existe pour qualifier les faits.

Le 21 avril 2021, des militaires, dont plusieurs généraux à la retraite ont publié une Tribune dans un journal de droite "Valeurs actuelles" (2021a), soulignant le risque d'une guerre civile à venir : "L'heure est grave, la France est en péril, plusieurs dangers mortels la menacent". Ils considèrent que les valeurs de la république ne sont plus acceptées, par une frange croissante de la société irrespectueuse de l'ordre public et décidée à imposer ses propres convictions religieuses, sociales ou éventuellement de genre. Certains quartiers deviennent des zones de non-droit. Les raisons avancées mettent en avant la haine anachronique de l'histoire coloniale ou esclavagiste de la France, le développement de communautés qui veulent imposer leurs règles ou leur foi, le manque de civisme, la violence entre communautés en concurrence ou en conflit direct, les accommodements avec la délinquance, mais aussi un antiracisme qui ne s'applique pas aux Blancs. La France républicaine unitaire est dorénavant constituée de " multiples parcelles de la nation pour les transformer en territoires soumis à des dogmes contraires à notre Constitution ".

L'armée en France (la " grande muette ") est au service de la constitution, de la loi et du respect des valeurs éthiques et morales de la démocratie. La suppression de la conscription n'a pas permis la création d'un creuset politique et philosophique commun, celui qui instille le goût du service public, de l'intérêt collectif, du respect des autres et de la nécessité de lutter contre tous les ennemis de la république. Les tribuns, par respect pour les droits régaliens, ne s'engagent pas à prendre directement le pouvoir politique en France. Il s'agit principalement, avant les élections présidentielles, d'un appel indirect aux citoyens pour appeler à voter pour la défense d'une France unie face aux dangers internes qui sapent la force et le fonctionnement correct des institutions républicaines. Ce n'est pas un "coup d'État" (même si à l'étranger, de nombreuses publications ont fait état d'un appel à un coup d'Etat), mais d'un fort engagement à inciter les citoyens à contester la politique en place, pour une meilleure sécurité interne et internationale. Dans son ensemble, l'armée française reste légitimiste. La France a déjà connu des Coups d'Etat. Lorsque l'indépendance de l'Algérie a été évoquée par le général de Gaulle, un coup d'Etat dirigé par quatre généraux de haut rang, a été engagé clairement. D'abord circonscrit à l'Algérie, son objectif était de lutter

contre la perte des colonies françaises. Cette opération n'a pas eu le succès escompté au sein même de l'armée, car les jeunes appelés ne voulaient pas suivre les ordres du fameux "quarteron de généraux en retraite" exprimés par le chef de l'Etat. Il y eut bien sûr la période de l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète, dirigée principalement par des militaires ou ex-militaires), mais les Français, dans leur grande majorité, restèrent réfractaires aux idées et à l'action violente des factieux.

Les incidences de court et de long terme de ces événements d'un point de vue économique ne sont pas évidentes, sauf à considérer les mouvements des valeurs mobilières en Bourse, lesquels ont vite été concernés ensuite par d'autres informations socio-économiques et géopolitiques.

Les Coups d'Etat et les tentatives de Coups d'Etat depuis 2000

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, plus de 200 tentatives de Coups d'Etat ont été enregistrés, principalement en Afrique, depuis la décolonisation. Si les processus démocratiques se sont développés sur ce continent, il a permis de réduire les tentatives de ce type, même si, avec les aléas de la globalisation, il semble que ces actions connaissent potentiellement un regain. Les « coups d'Etat, naissent souvent de l'incompétence des instances dirigeantes, de la corruption, de la misère parfois et d'un mécontentement sourd ou violent de l'opinion publique face aux errements du pouvoir, de la corruption ou de l'incompétence. En Afrique, les militaires ont joué un rôle actif dans les transitions du pouvoir, parfois en prenant directement le pouvoir au moins pour plusieurs mois ou années, avant de le remettre au pouvoir issu d'élections sous contrôle. Les organisations internationales condamnent souvent ces Coups d'Etat. Pour l'Organisation mondiale de la Francophonie, il est regretté le non-respect des valeurs démocratiques, des droits de l'homme et de la vie humaine, par l'utilisation de violences inacceptables, comme ce fut le cas au Burkina Faso et au Mali. Si les militaires ont souvent joué un rôle déterminant dans ces passations forcées du pouvoir, elles n'en sont pas toujours les instigatrices. En Mauritanie, par exemple, il était formellement interdit aux militaires de participer aux élections.

Depuis un demi-siècle, les coups d'Etat militaires ne présentent aucune raison économique, même si le terme "corruption du pouvoir politique" est souvent utilisé. Dans ces conditions, le but premier est de renforcer le pouvoir des chefs de faction dont les premières décisions sont susceptibles d'affecter directement ou indirectement, positivement ou négativement) les résultats des économies nationales. En cas de guerre civile, les effets de la destruction concernent directement le pouvoir d'achat des citoyens, ainsi que leurs libertés

(notamment économiques). Tout dépend aussi des réactions de la communauté internationale et de l'opinion publique, si les autres États reconnaissent ou non le nouveau gouvernement et s'ils décident ou non d'engager des sanctions économiques à l'encontre des « factieux ». Dans ce cas, la situation économique et sociale peut devenir catastrophique pour des décennies. Les coups d'État doivent être étudiés au cas par cas, mais il est très rare qu'ils produisent des résultats positifs sur l'ensemble de l'économie nationale lorsqu'ils sont menés par une junte militaire, sans appel à des compétences civiles dans les instances de pouvoir.

Généralement, les coups d'Etat ont plus de chance de réussir nationalement si l'opinion publique du pays manifeste un certain mécontentement. La question est de savoir si ces difficultés économiques sont créées artificiellement pour préparer le coup d'État ou s'ils sont engagés sur la base des défis à relever pour l'économie nationale. À l'exception de la question (parfois discutable) de la corruption des élites proches du gouvernement en place, les auteurs de coups d'État sont généralement obsédés d'abord par le pouvoir. Une fois aux commandes de l'État, certains protagonistes défendent des orientations ou idéologies démocratiques, religieuses, marxistes ou dictatoriales, mais parfois ils n'ont, en fait, que l'idée de prendre le pouvoir pour le pouvoir, également dans le cas d'un rejet des politiciens en place. D'autre part, il est très rare qu'un projet économique soit présenté dès leur arrivée au pouvoir. La plupart du temps, il s'agit d'abord de renforcer le nouveau pouvoir, en dépensant pour la sécurité et en contrôlant les réactions de la population. En France, le général de Gaulle pensait que "l'intendance suivra". Pour la plupart des coups d'État, cette maxime est volontairement ou tacitement retenue.

Pour étudier les effets des « Coups d'Etat » ou de leurs tentatives sur les économies nationales, il a fallu utiliser les chiffres du PIB fournis par la Banque mondiale. Evidemment, le concept de PIB n'est pas toujours significatif de la qualité économique d'un pays, car il néglige l'épuisement des sols et sous-sols, la raréfaction de l'air pur ou la sécurité internationale et nationale mais aussi les libertés démocratiques, les solidarités citoyennes ou l'influence culturelle, autant d'éléments qui pourraient justement justifier un Coup d'Etat, hors de toute autre considération économique. L'utilisation des parités de pouvoir d'achat permet de mettre en évidence le potentiel économique d'achat des citoyens, même si le choix du panier homogénéisé de biens et services, les habitudes spécifiques de consommation des pays, la disponibilité des moyens financiers nationaux dévolus à l'investissement et les inégalités sociales sont autant d'éléments qui en réduisent la qualité de l'information. Ces informations restent cependant, en première analyse intéressante pour calculer les effets économiques d'un Coup d'Etat.

Liste des coups d'Etat et tentatives (T) de coups d'Etat reconnus depuis le début du XXIe siècle et évolution du PIB (en milliards PPA)

Pays	Notes	An 0	An +1	An +2	An +3	An + 5
Fidji 2000 T	TCR+P-	7,77	7,92	8,17	8,74	CE 2006
Côte d'Ivoire 2001	TCR-P-	53,87	55,22	51,87	54,74	60,37
Burundi (T) 2001	TCR-P-	5,33	5,63	5,56	5,83	6,20
Centrafrique (T) 2001	TCR-P-	2,62	2,76	2,66	CE 2003	
Guinée-Equatoriale	TCR+P+	11,07	13,22	16,07	20,79	24,25
Vénézuéla 2002 T	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Centrafrique 2003	GCR+P-	2,66	2,89	3,01	3,25	3,63
Guinée-Bissau 2003	GCR+P-	2,11	2,16	2,26	2,31	2,46
Sao Tome Principe 2003	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Tchad 2004 (T)	TCR+P-	12,9	15,65	16,18	TCE 2006	
Mauritanie. 2005	GCR+P	10,95	13,35	13,44	CE 2008	
Togo 2005	GCR+P	5,65	5,98	6,07	6,44	7,35
Tchad 2006 (T)	TCR+P-	16,18	17,16	18,03	18,93	22,22
Thaïlande 2006	GCR+P-	725,57	785,56	814,66	815,20	912,79
Madagascar 2006 (T)	TCR-P-	27,91	30,30	32,96	31,89	CE 2006
Fidji 2006	GCR-P-	6,27	6,38	6,57	6,53	7,13
Mauritanie 2008	GCR+P-	13,66	13,77	14,30	15,21	17,11
Guinée 2008	GCR-P-	15,95	15,90	16,85	18,17	19,73
Madagascar 2009	GCR+P-	31,89	32,47	33,67	34,21	36,70
Sao Tome Principe T 2009	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Honduras 2009	GCR+P-	29,95	31,43	33,31	34,84	36,45
Niger 2010	GCR+P+	17,50	18,28	20,62	20,86	22,91
Guinée-Bissau 2010 T	TCR+P-	2,66	2,88	CE 2012		
Equateur 2010 T	TCR+P+	136,46	150,27	159,56	175,2	179,31
RD Congo 2011 T	TCR-P-	22,86	23,86	28,58	28,06	28,10
Mali 2012¹	GCR+P+	28,19	29,82	32,43	35,45	41,59
Guinée-Bissau 2012	GCR+P-	2,83	2,92	2,95	3,13	3,52
Centrafrique 2013²	GCR-P	3,28	3,22	3,54	3,86	4,20
Egypte 2013	GCR-P+	992,02	985,26	1060,00	1060,00	1150,00
Libye 2013 T ³	TDR-P-	125,58	91,00	78,43	72,12	87,12
Lesotho 2014 T	TDR-P-	5,73	6,34	6,20	5,58	5,24
Gambie 2014 T	TCR+P+	4,10	4,31	4,45	4,59	5,44
Burundi 2015 T	TCR-P-	8,55	8,36	8,38	8,71	9,17
Burkina-Faso 2015 T	TCR+P+	31,03	33,54	39,24	42,83	47,53
Turquie 2016 T	TCR-P-	2120,00	2260,00	2300,00	2240,00	2300,00
Zimbabwe 2017	GDR-P-	54,04	58,00	55,41	52,58	ND
Gabon 2019 T	TDR-P-	33,84	33,62	ND	ND	ND

¹ A noter qu'en 2011, le pays subit une récession économique.

² A noter que la récession du pays continue en 2018 et 20219, avec un OIB (PPP) de 22,43 et 19,13 MM dollars.

³ A noter u'en 2010, le PNB représentait 185,28 milliards de dollars (PPP)

Soudan 2019	GDR-P-	186,24	181,64	ND	ND	ND
Mali 2020	ND	47,55	CE 2021			
Mali 2021		ND				
Guinée 2021		ND				
Soudan 2021		ND				
Burkina-Faso 2021		ND				

C = Coup d'Etat réalisé

T = Tentative de coup d'Etat

D = Croissance sur l'ensemble de la période

R- = Au moins une année de récession.

R+ = Aucune année de récession

P- = Croissance moindre que celle de la moyenne de l'ensemble du monde sur la période.

P+= Croissance supérieure à celle de la moyenne de l'ensemble du monde sur la période.

P = Croissance égale à celle de la moyenne de l'ensemble du monde sur la période.

A la lecture de ces résultats, les tentatives réussies de Coup d'Etat ne semblent pas avoir des effets différents sur l'économie nationale par rapport à celles qui échouent. En règle générale, les structures économiques des pays concernés ne réagissent qu'assez mollement aux évolutions du système politique en place. A court terme, s'il n'y a pas de « guerre civile » déclarée ou « sous-jacente », les « effets d'inertie » jouent à plein. Selon les cas, le Coup d'Etat produit parfois (une fois sur deux) une phase de récession, souvent exprimée par le PIB (en parités de pouvoir d'achat) avec un délai d'un an. Dans le tableau ci-dessus, respectivement 8 et 7 pays ayant souffert d'une tentative ou d'un coup d'Etat réussi connaissent dans les deux années qui suivent une récession qui, si le pouvoir tient fortement les rênes du pays, s'estompe ensuite. Plusieurs pays subissent des tentatives renouvelées de coups d'Etat, mais les acteurs économiques ne réagissent que lentement et modérément, sauf cas particuliers, lorsque le conflit s'envenime sur plusieurs années, comme c'est le cas pour la Libye, le Soudan ou le Zimbabwe.

Une organisation militaire peut aussi bien gérer les conditions économiques d'un pays qu'un système démocratique, notamment lorsque celui-ci accepte trop facilement les situations de compromission avec les grandes firmes multinationales et la corruption généralisée. Ceci étant, nombre de coups d'Etats militaires n'ont pas non plus l'ambition de modifier fondamentalement le système économique national et souvent ils participent aussi, avec un décalage de temps, au pillage des richesses nationales. Opéré par les nouveaux dirigeants C'est pourquoi, à la lecture de ces statistiques, on constate que globalement les effets négatifs de ces opérations sur l'économie nationale dominant, mais généralement pas à la hauteur de la violence d'un changement de gouvernement. Le peu de confiance accordé aux gouvernements joue un « rôle d'amortisseur » dans

l'influence de cette lutte du pouvoir sur une économie souvent en souffrance. En revanche, ces pays appartenant la plupart du temps dans la catégorie des pays en développement, connaissent une croissance calculée en parités de pouvoir d'achat de leur économie souvent inférieure à celle du reste du monde, aggravant ainsi les écarts de développement. Il faut cependant noter que quelques pays sont sortis de cette situation en développant une croissance égale (3 pays) ou supérieure (7 pays) à celle du reste du monde.

Avec le processus de la globalisation économique, les Etats ont de moins en moins de pouvoir sur leur propre économie, sauf à engager une guerre économique. Pour les firmes multinationales installées dans les pays en voie de développement, les coups d'Etat sont analysés différemment selon qu'ils sont en phase ou non avec leurs propres intérêts. La souveraineté des Etats est normalement toujours respectée dans le cadre des organisations politiques et économiques internationales. La reconnaissance des nouveaux dirigeants n'est évidemment pas acquise en soi, elle fait l'objet de démarches diplomatiques et économiques continues aussi bien dans les instances nationales ou internationales. Certains Etats peuvent s'estimer lésés et engager des procédures pour soutenir les intérêts de leurs ressortissants physiques ou moraux. Il peut en résulter des sanctions économiques. Les questions de la Crimée, du Donbass, de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud ou de la Transnistrie prennent l'apparence de Coups d'Etat, puisque le Kremlin revendique ces territoires comme appartenant à la grande Russie, mais il n'y a aucune reconnaissance internationale de l'annexion ou de l'indépendance de ces territoires, ce qui en fait plutôt des actes de guerre. Des sanctions internationales ont été engagées et se sont élargies avec la guerre contre l'Ukraine. Dans ces conditions, l'importance des facteurs économiques est considérable, pour tous les Etats concernés. Dans ce cadre, la globalisation économique accroît la précarité des échanges lorsque l'Organisation Mondiale du Commerce n'est pas en compétence pour résoudre les conflits militaires ou de puissance. Il en résulte alors une guerre économique dont les effets négatifs s'installent dans l'ensemble de l'économie mondiale et des économies nationales.

Références

Brunat, E., Fontanel, J. (2020), La science économique comme idéologie. La science de gestion comme viatique de l'actionnaire, *Marchés et organisation*.

Donsimoni, M., Fontanel, J. (2019), Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par les parités de pouvoir d'achat, *Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI*, 2019, Paris.

Fontanel, J., Henriques, A. (2007, 2010), *A Globalização em Análise: Geoeconomia e Estratégia dos Actores* Instituto Piageto, Lisboa.

Fontanel, J. (2020), *GDP, an insufficient indicator for estimating the power of a country and GDP per capita, an insufficient indicator for estimating the well-being of citizens*, CNRS. hal-02986071.

Fontanel, J. (2021), *France threatens by a civil war? Tribune of the generals and soldiers of the “fire generation”*. hal-03233172.

Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2019), Les effets pervers de l’usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir? *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI 2019.

Mitterrand, F. (1964), *Le Coup d’Etat permanent*, Passlivres, 1993.

OCDE (2001), *Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social*. OCDE, Paris. 2001.

World Bank (2022), <https://databank.banquemondiale.org/databases/pib>